

---

# Les territoires de l'histoire globale

## Héritages, ambitions et périls

L'histoire globale n'a pas encore trouvé sa place propre dans le champ contemporain des débats historiographiques. On l'assimile encore trop souvent à une reformulation séduisante de propositions éprouvées de longue date, comme le modèle de l'histoire universelle, qui domina la pratique historique entre le XVIIe et le XIXe siècle, la forme idéologisée de l'histoire nationale – si anxieuse, dès la fin du XIXe siècle, de mettre au jour le pouvoir relatif des Etats à l'échelle internationale –, ou le paradigme de la *world-system analysis*, dont l'influence, prépondérante durant les années 1960–1980, se fait encore sentir en ce début du XXIe siècle.<sup>1</sup> L'histoire globale, dans cette hypothèse, ne serait qu'une tentative de relancer, par une sorte de *lifting lexical*, des programmes de recherches ou des conceptions de l'histoire aujourd'hui très critiquées, sinon obsolètes. Et sa dénomination même ne serait qu'une concession tactique à la rumeur entêtante des discours médiatiques sur la globalisation.

Il va sans dire que l'histoire globale défendue dans ce numéro n'est rien de tout cela. Au lieu de postuler, à l'instar de l'histoire universelle, une régularité inéluctable des événements historiques, et une téléologie quelconque du cours de l'histoire qui vaudrait pour toute l'humanité, elle se fonde au contraire sur la double hypothèse d'une hétérogénéité des sociétés et d'une pluralité des devenir. C'est du même coup mettre à mal les deux fondements de l'histoire nationale, à savoir l'unité socio-culturelle de populations partageant les mêmes droits politiques, et la hiérarchisation de l'ensemble des nations le long d'une échelle mesurant leur degré de civilisation. L'histoire globale, enfin, partage l'ambition de la longue durée défendue jadis par Fernand Braudel, et plus récemment par Immanuel Wallerstein, mais elle en déplace les exigences documentaires et elle en diminue la prétention explicative: la description intensive des études de cas a pris le pas sur les mises en série d'archives, et le surplomb conféré à l'historien-ne par la systématisation théorique des processus à l'œuvre sur divers points du globe s'est mué en un effort d'interprétation attentif à la particularité des contextes où ces processus se déploient, s'infléchissent et, parfois, se modifient.

L'histoire globale naît donc moins de la reviviscence d'une tradition passée, que des défis lancés aux historien-ne-s par le renouvellement récent de leur questionnaire d'enquête.<sup>2</sup> On a en effet assisté, au cours des 30 dernières années, à trois évolutions majeures, dont chacune a contribué à l'émergence d'une nouvelle approche des phénomènes transnationaux.

La première pourrait être qualifiée de tournant ethnographique de la discipline. La fascination des historien-ne-s pour les débats, à la fois théoriques et éthiques, voire politiques, qui bouleversèrent le domaine de l'anthropologie sociale ou culturelle anglo-saxonne des années 1960–1980 suscita chez eux le désir d'un rapport renouvelé aux archives. La lecture rapprochée des sources et la contextualisation de leur écriture et de leurs usages participèrent d'une critique de l'historiographie dominante, à qui l'on reprochait de méconnaître la violence symbolique à l'origine de la production même de ces matériaux. Restituer les univers sociaux et culturels des oubliés de l'histoire supposait ainsi de questionner les bribes qu'en laissaient deviner les documents conservés. Cela signifiait également de contourner les pièges des corpus traditionnels de l'histoire en inventant de nouvelles archives ou, plus précisément, en rendant lisibles des traces jusque-là invisibles, et en opérant des rapprochements inédits entre ces indices disparates. La *microstoria* et l'*Alltagsgeschichte*, pour ne prendre que ces deux exemples familiers, ont offert depuis lors une réponse à de tels questionnements. L'histoire globale, riche de cet héritage, se propose ainsi d'opérer des contextualisations denses de ses objets, en vue de rendre justice à l'ensemble des expériences locales touchées par les processus de mondialisation. On ne s'étonnera donc pas de lire, dans ce numéro consacré à un certain pan du champ historiographique contemporain, un article rédigé par *Jean et John Comaroff*, anthropologues de l'Université de Chicago: c'est que nous y avons vu à l'œuvre une ethnographie nourrie d'archives, et une réflexion historique affûtée par de nombreux séjours d'observation sur le terrain.

La deuxième inflexion a touché au statut de l'espace dans l'analyse des phénomènes historiques. La nation ou l'Empire avaient longtemps joui de l'évidence indiscutée des catégories tout à la fois savantes et ordinaires, mais ces territoires devinrent des entités analytiques problématiques dès les années 1960, dans la mesure où ils furent petit à petit considérés comme des découpages éminemment politiques. L'inscription spatiale minutieuse des processus étudiés devint alors la condition du dévoilement de certains rapports de pouvoir jugés insaisissables à grande échelle, et elle s'accompagna, dans les années 1990, d'une attention nouvelle portée à la production historique de la localité. L'article d'*Antje Flüchter* et *Michael Jucker* propose ainsi de relire le récit de la conquête européenne du continent asiatique à partir de la configuration régionale des puissances qu'y trouvèrent les Européens à leur arrivée. Et les auteur-e-s privilégient la spatiali-

sation des hégémonies, parce qu'ils y voient un argument contre l'idée convenue que l'Occident aurait triomphé en raison des seules qualités intrinsèques de sa civilisation ou de sa technologie. L'article de *Maren Möhring*, sur la diffusion des döner kebabs en Allemagne, épouse également cette perspective de recherche. Dans son analyse du succès que connaît actuellement ce sandwich dans l'espace germanique (Suisse incluse), l'auteur-e avance le concept de translocalisme pour rendre compte des liens qui s'inscrivent dans des espaces territoriaux différents (local, régional, national, global) et qui répondent aussi bien aux stratégies des restaurateurs turcs issus de l'immigration qu'aux désirs des consommateurs et consommatrices résidant en Allemagne. Elle démontre également que les transferts culturels ne sont pas unilatéraux, et que la globalisation n'implique pas forcément une homogénéisation des pratiques.

La dernière évolution n'a encore fait surgir que des interrogations, et il faut bien avouer que d'innombrables ajustements seront nécessaires avant qu'elle ne donne lieu à autre chose que des dénonciations ou des malentendus. Nous voulons parler de la prise en compte des traditions historiographiques extra-occidentales non seulement dans nos corpus analysés, mais dans nos grilles d'analyse. Les études postcoloniales insistent depuis plus de 30 ans sur l'inadéquation de nombreux concepts descriptifs, tels que l'espace public, la citoyenneté ou la subjectivité individuelle, pour la compréhension de l'expérience vécue des colonisés. Elles ont également ouvert l'espace d'une interrogation radicale des catégories mêmes de la discipline historique: si nous nous attachons à la description de processus qui s'exercent dans des lieux multiples à travers le monde, et si nous cherchons à comprendre les façons dont ils affectent les conditions de vie des populations locales, et notamment des plus démunis, nous devons en effet nous demander dans quelle mesure des notions forgées sur des cas européens, pour l'essentiel, parviennent à rendre intelligibles des réalités parfois très éloignées des structures, des pratiques et des aspirations occidentales.<sup>3</sup> Fragilisation des évidences de l'historiographie occidentale, donc, et ouverture à d'autres traditions savantes, dans lesquelles s'inscrivent ici les contributions de *Margrit Pernau*, qui interroge de front, avec une remarquable clarté d'analyse, la pertinence de la notion de société civile appliquée à la situation indienne du XIXe siècle, et de *Dominic Sachsenmaier*, qui nous rappelle la longue tradition de l'histoire globale chinoise, en soulignant tout ce que l'on pourrait gagner à la connaître.

Cette triple évolution explique pour partie la convergence actuelle de recherches menées aussi bien en histoire économique, qu'en histoire sociale ou culturelle, et l'importance accordée, de part et d'autre des frontières internes à la discipline, à l'étude finement contextualisée des transactions marchandes, des conflits sociaux ou des échanges symboliques. Mais elle ne suffit pas à rendre compte de l'orientation toujours plus massive des historien-ne-s vers la constitution supra-

nationale de leurs objets. Il convient en effet de mentionner ici deux conditions supplémentaires de l'émergence de la *global history*, qui sont autant de tentations menaçantes pour sa future consolidation scientifique.

Si l'internationalisation des domaines de recherches est devenue une sorte de réflexe chez tous les historien-ne-s, c'est qu'elle répond dans le même temps à un bouleversement de notre expérience ordinaire, et à une transformation des institutions académiques.

L'avènement des télécommunications par satellite, la multiplication des réseaux aériens, la diffusion planétaire très rapide des virus, la dénonciation politique des flux migratoires, les revendications nationales des minorités, sans compter la reterritorialisation complexe des canaux de circulation du capital,— tout cela a donné prise à l'idée qu'un phénomène sans précédent, baptisé «globalisation», était en cours, et qu'il renversait tous nos repères. Un nouveau sens commun, auquel les historien-ne-s (et ils ne sont pas les seul-e-s) n'échappent guère dans leur vie quotidienne, s'est imposé dans le moindre diagnostic du présent, charriant avec lui l'angoisse partagée de ne pas comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Les sciences humaines et sociales, toujours promptes à justifier leur existence auprès du grand public, se sont alors tournées, par secteurs entiers, vers l'élucidation de cette énigme supposée. L'histoire globale ne fait pas exception, à ceci près qu'elle réinscrit la globalisation dans une histoire longue de la mondialisation des interactions entre groupes humains, et qu'elle se refuse à produire une généralisation commode, c'est-à-dire une image d'ensemble nette et rassurante, des multiples études de cas comparées avec lesquelles elle tisse sa tapisserie empirique.

La seconde tentation est plus pernicieuse encore. L'uniformisation des cursus universitaires à l'échelle européenne, voire mondiale, et l'idéologie du cosmopolitisme de l'excellence académique s'accompagnent d'une *libido collaborandi* effrénée, dont le but principal est d'anticiper la concentration des ressources institutionnelles par la mise en place de réseaux informels, et dont l'assouvissement suppose l'élaboration, souvent bricolée, de thématiques à la fois transnationales et interdisciplinaires. L'histoire globale, sur ce point, n'échappe pas non plus à cette pression structurelle, comme en témoigne *William Clarence-Smith* dans l'entretien qu'il nous a accordé, puisqu'elle est engagée, bon gré mal gré, dans ces logiques de visibilité internationale des cursus et de politiques pragmatiques d'octroi des fonds de recherche, qui soumettent la répartition des enveloppes financières à l'effort fourni pour l'amélioration du «ranking» des établissements dans les classements mondiaux. L'histoire globale a cet avantage, toutefois, de ne pas avoir à s'inventer des objets pour justifier ses réseaux: les objets mêmes qu'elle s'est données d'emblée appelleront en effet l'invention de nouveaux réseaux d'échanges intellectuels,— institutionnalisés ou non.

L'histoire globale n'est donc pas une école, un paradigme, une théorie ou une méthode. C'est un domaine émergent de recherches qui se définit pour l'heure par une sensibilité analogue: à la multiplicité des contextes de l'expérience vécue et de la production des savoirs; à la discordance des temporalités; à la diversité des formes de communauté et des cadres de l'interaction; à la contextualisation de l'archive; à l'exigence de la comparaison historique.

L'histoire globale repose encore sur une certaine idée du travail d'enquête: collectif, si possible, mais pour des raisons avant tout liées à des exigences méthodologiques (déchiffrer une pluralité de sources de natures sémiotiques ou de langues différentes), voire épistémologiques (intégrer l'historiographie extra-occidentale).

L'histoire globale se caractérise également par son dynamisme éditorial, dont témoignent notamment la création du *Journal of Global History* en 2006, et la parution récente de manuels en anglais, et peut-être aussi, mais dans une moindre mesure, par une veine didactique assumée et une créativité pédagogique délibérée.<sup>4</sup>

L'histoire globale, enfin, se distingue des courants historiographiques dominants, en ceci qu'elle n'est pas encore elle-même globalisée. Elle est implantée en Amérique du Nord, en Angleterre, en Allemagne, en Scandinavie, en Inde, au Japon, où des centres, des revues et des associations s'en réclament, mais elle est absente en Afrique, et surtout, en ce qui nous concerne directement, très peu présente dans la zone francophone. C'est pourquoi ce numéro ne compte aucun contributeur de langue française, et pourquoi nous avons jugé important de traduire l'article de *Jean et John Comaroff*, dont la langue anglaise, très dense et exigeante, tranche avec la forte redondance lexicale de l'anglais standard du milieu académique international dont la plupart des lecteurs et lectrices francophones sont familiers.

Ce numéro ne se présente donc pas comme un panorama exhaustif de ce domaine de recherches. Ce ne serait d'ailleurs pas possible, ni souhaitable. Le projet de départ était d'exemplifier, à partir d'un petit nombre de travaux mêlant enquête documentée et réflexion théorique, quelques-unes des potentialités nouvellement ouvertes par cette sensibilité que nous associons ici à l'histoire globale. L'ambition, modeste, était d'attiser la curiosité des lecteurs et lectrices de *traverse* pour un certain regard, encore minoritaire, sur la mondialisation. Notre objectif sera atteint si la lecture des articles qui suivent suscite quelques surprises – à commencer par celle de n'y retrouver nulle part la confirmation de nos propres préjugés sur la globalisation.

*Jérôme David, Thomas David, Barbara Lüthi*